

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Compte rendu

LUNDI 21 NOVEMBRE 2011 A 20H00
*Salle des fêtes - **Pommier de Beaurepaire***

CONSEIL COMMUNAUTAIRE – LUNDI 21 NOVEMBRE 2011

DELEGUES TITULAIRES	COMMUNE	Présent	Absent/ Excusé	SUPPLEANT	Présent
M. Christian NUCCI	BEAUREPAIRE			M. Franck MOTTIN	
M. Philippe MIGNOT				Mme Béatrice GUELEN	
Mme Evelyne BORDET				Mme Catherine BARETJE	
Mme Chantal ROMANO				Mme Eliane DUCHAINE	
M. Claude HOCQ				M. Christian RIGOUDY	
Mme Monique GUILLAUD-LAUZANNE				Mme Colette BENISTANT	
M. Georges RAMON				M. Jean-Claude BLANC	
M. Francis CANDAT				Mme Laurence MILLOUD	
Mme Rachel METRAL				Mme Catherine BORGNAT	
Mme Corinne JOURDAN					
M. Yannick PAQUE					
M. Jean-Claude LEBEAU					
Mme Michèle TARNAUD					
Mme Denis BADOL					
M. Jean-Luc PETIT					
M. Philippe SALVAT					
M. Laurent NIVON					
M. Michel LESEIN					
M. Roger TORGUE	BELLEGARDE POUSSIEU			M. Jean-Luc MAITRE	
Mme Chantal FREDOUT				Mme Stéphanie BOISAUBERT	
M. Gilbert PERROT					
Mme Christine BOUVET					
Mme Elisabeth TYRODE	CHALON			Mme Agnès VERCOUSTRE	
M. Henry GAY				M. Frédéric LASSABLIÈRE	
Mme Evelyne AVIAS	COUR ET BUIS			Mme Brigitte BONNEFOY	
M. Denis JOURDAN				M. Jacques GARNIER	
M. André MONTAGNON					
Mme Nathalie FERNANDEZ					
M. Patrick DURAND	JARCIEU			M. Bernard GAUDIN	
M. Jocelyn PRAS				Mme Cécile MEGUERDITCHIAN	
Mme Suzanne MEUNIER					
M. Christophe OTTONE					
M. Christian FANJAT	MOISSIEU SUR DOLON			M. Anicet SEVE	
Mme Louise PRAT					
M. Harry VIVIEN					
M. Jean-Paul MONTAGNIER	MONSTEROUX-MILIEU			M. Gérard ROUX	
M. Rémy DEBARD				M. Raynald DASSONVILLE	
Mme Françoise GARDE					
M. Franck CARRAS					
M. Marc BONNET	MONTSEVEROUX			Mme Thérèse FANJAT	
M. Gérard BREDY				Mme Agnès BISSARDON	
M. Etienne MAUGICE					
Mme Yannick MAREAU					
Mme Claude NICAISE	PACT			M. Bernard OGIER	
M. Gilbert AUBERT				M. Georges CARRIÈRE	
M. Pascal VACHER					
M. Jean SAUNIER	PISIEU			M. René PHALIPPON	
M. Gilles SARRAZIN				Mme Sylvie HUTINET	
Mme Mireille BOUVIER	POMMIER DE BPE			M. René ROUX	
M. Gérard CARRAZ				Mme Michelle PEGERON	
M. Raphaël GABILLON					
Mme Angéline APPRIEUX	PRIMARETTE			M. Jean-Paul ANDRE	
M. Daniel DANZO				Mme Adèle CARRION	
M. Maurice FAURE					
Mme Sylvie DEZARNAUD	REVEL TOURDAN			M. Dominique BRUCHON	
XM. Alain BAGNIS				M. Jean-Claude ALLIGIER	
Mme Maryse BOUVERET				Mme Marie-Claude PINGET	
M. Gilles ROUX					
M. Lionel POIPY					
M. Maurice PELISSIER	ST BARTHELEMY			Mme Brigitte GUEDENET	
M. Gérard BECT				M. Luc BERNIER	
M. Bernard GUILLOT					
Mme Isabelle ZORELLE					
Mme Marie-Claire BAULE	ST JULIEN DE L'HERMS			M. Gilles SIVIGNON	
M. Luciano LARI				M. Thierry ROCHAT	

SECRETAIRE DE SEANCE :

Mireille BOUVIER

ASSISTAIENT EN OUTRE :

M. Serge EMPTOZ,

Communauté de Communes de Beaurepaire



RAPPEL ORDRE DU JOUR :

- ♦ **ACTIVITES ECONOMIQUES** – Rapporteur : Gérard BREDY
 - 1 – ZAC de Champlard – création
 - 2 – Opération Salvat – bail de location vente
 - 3 – Groupement d'intérêt économique « groupe 38 »
- ♦ **ENVIRONNEMENT** – Rapporteur : Jean SAUNIER
 - 4 – Remboursement aux communes
- ♦ **FINANCES** – Rapporteur : Philippe MIGNOT
 - 5 – Décisions modificatives n°1 au budget annexe de la redevance incitative
 - 6 – Option Tva pour l'opération SALVAT
 - 7 – Emprunt Salvat
- ♦ **ENFANCE – JEUNESSE** – Rapporteur : Angéline APPRIEUX
 - 8 – Signature contrat enfance jeunesse avec la CAF
- ♦ **ADMINISTRATION GENERALE** – Rapporteur : Christian NUCCI
 - 9 – Planning réunions Bureaux et Conseils pour 2012
 - 10 – Remboursement des frais engagés par les élus dans le cadre de leur délégation pour l'année 2011
 - 11 - TRIDAN
- ♦ **QUESTIONS ORALES**

Le présent compte-rendu est affiché du 8 décembre 2011 au 8 janvier 2012

Après lecture du procès verbal du dernier conseil, lequel ne soulève aucune observation, et le rappel de la pose de la première pierre du projet GRAND OUEST le 3 décembre à 15h00 par le Président Christian NUCCI, l'ordre du jour est abordé.

I – ACTIVITES ECONOMIQUES

RAPPORTEUR : Gérard BREDY

• Za de Champlard - création

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire (CCTB) a décidé, en 2008, d'engager les études préalables pour la création d'une zone d'Aménagement sur la zone de Champlard sur le territoire de la commune de Beaurepaire.

Ces études comprennent :

- une étude socio-économique,
- une étude technique comprenant :
 - o une étude voiries et paysage,
 - o l'état initial environnemental.
- Une étude de faisabilité foncière.

Par délibération du 20 décembre 2010, la Communauté de Commune du Territoire de Beaurepaire a décidé d'engager la concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté. Elle a défini le même jour les modalités de cette concertation.

La concertation a eu pour objectif d'informer le public, et toutes les personnes concernées par ce projet et de permettre à tous les usagers, riverains, habitants, associations et acteurs économiques d'exprimer leurs avis et/ou de formuler des propositions.

En conclusion de la concertation publique il est donc proposé de valider l'adaptation principale issue de la concertation à savoir la diminution de l'assiette foncière concernée par le projet de ZAC à environ 53 HA.

Par ailleurs, le projet et les principes présentés de la création d'une ZAC ne sont pas remis en cause.

Dossier de création de la ZAC de Champlard

Un dossier de création de ZAC a été constitué en prenant en compte les conclusions de la concertation et comprend :

- o Un rapport de présentation qui expose l'objet et les justifications de l'opération, décrit l'état du site et de son environnement, indique le programme prévisionnel des constructions et justifie le parti d'aménagement au regard des dispositions d'urbanisme en vigueur et d'insertion dans l'environnement;
- o L'étude d'impact définie par l'article 2 du décret du 12 octobre 1977,
- o Un plan de situation et un plan périmétral,
- o L'indication du régime de la ZAC eu égard à la TLE,
- o L'indication du mode de réalisation.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MAJORITE (1 ABSTENTION)

• Opération Salvat - Bail de location vente

Il est rappelé que l'opération Salvat consiste à l'acquisition d'un tènement (approuvé par délibération du 26 septembre 2011), des travaux de réaménagement par la Communauté de Communes afin de permettre l'accueil de 3 activités et la mise en location-vente du bâtiment.

Dans le cadre de cette opération, approuvée par délibération du 23 mai 2011, il est désormais nécessaire de définir les modalités du bail de location-vente à venir entre la Communauté de Communes et la SCI IMMOBILIERE DP.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MAJORITE (2 ABSTENTIONS)

- **Groupement d'intérêt économique « Groupe 38 »**

La Communauté de Communes a par délibération du 27 avril 2011, adhérer à la SPL Isère Aménagement afin de lui permettre de mener à bien toutes les étapes liées notamment à la création de la ZAC de Champlard : définition du projet technique d'aménagement – consultation des entreprises – suivi des travaux – commercialisation.

Le conseil d'administration du 29 septembre 2011 d'Isère aménagement a approuvé le projet de création du Groupement d'intérêt économique « Groupe 38 » (GIE) et sollicite l'accord express des actionnaires sur la création de ce GIE et autoriser leur représentant respectif à prendre position lors du vote d'adhésion au GIE (lors du prochain conseil d'administration le 13 décembre 2011).

Cette création est portée par Isère Aménagement et Territoires 38.

Il est donc demandé de bien vouloir délibérer au titre du contrôle analogue même si la Communauté de Communes ne dispose pas en propre d'un poste d'administrateur au Conseil d'administration de la société.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

II – ENVIRONNEMENT

RAPPORTEUR : Jean SAUNIER

- **Remboursement aux communes**

Dans le cadre de la mise en place de la redevance incitative, les communes ont dû effectuer des travaux d'aménagement et /ou doivent faire face à l'enlèvement de dépôts sauvages.

Une somme de 61 000 € au budget primitif annexe de la redevance incitative avait été prévue à cet effet.

Il est proposé un remboursement aux communes selon la répartition suivante :

Communes	Travaux d'aménagement	Dépenses de fonctionnement
Beaurepaire	12 506,00 €	6 818,67 €
Bellegarde Poussieu		1 374,94 €
Chalon	6 746,00 €	243,15 €
Cour et Buis	1 517,00 €	1 264,40 €
Jarcieu		1 488,40 €
Moissieu sur Dolon		1 024,20 €
Monteroux Milieu	2 494,00 €	1 100,83 €
Montseveroux	677,00 €	1 301,25 €
Pact		1 212,83 €
Pisieu	945,00 €	781,05 €
Pommier de Beaurepaire	2 033,00 €	1 036,00 €
Primarette	790,00 €	1 064,00 €
Revel Tourdan	1 352,00 €	1 485,46 €
Saint Barthélémy	8 218,00 €	1 494,30 €
Saint Julien de l'Herms	1 810,00 €	222,52 €
TOTAL	39 088,00 €	21 912,00 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

III - Finances

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

- **Décisions modificatives n°1 au budget annexe de la redevance incitative**

Par délibération en date du 21 février 2011, le Conseil communautaire a procédé au vote du budget prévisionnel annexe de la redevance incitative 2011.

Compte tenu de la nécessité de provisionner pour les cautions et les impayés ainsi que de régulariser le budget annexe primitif, il est proposé de délibérer afin d'approuver les décisions modificatives n°1.

Article		Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT			
812-70611	Redevance ordures ménagères (mise à disposition)		187 800 €
812-6815	Provisions sur frais de mise à disposition	187 800 €	
812-6817	Provisions sur impayés (5%)	13 000 €	
812-65541	Participation SICTOM	- 13 000 €	
TOTAL		187 800 €	187 800 €
INVESTISSEMENT			
812-024	Cessions (SERNED)		5 000 €
812-10222	FCTVA à réserver	5 000 €	
TOTAL		5 000 €	5 000 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Option TVA pour l'opération Salvat**

Par délibération en date du 23 mai 2011 le Conseil communautaire a approuvé le principe de l'opération d'acquisition, de réaménagement d'un bâtiment pour accueillir 3 activités commerciales. S'agissant d'une opération à caractère commercial sur laquelle la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire va percevoir des loyers, elle ne peut bénéficier du Fonds de Compensation de la TVA.

Aussi, afin de récupérer le montant de la TVA sur cette opération, il est nécessaire de faire une demande expresse auprès du Centre des Impôts.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MAJORITE (1 ABSTENTION)

- **Emprunt Salvat**

Dans le cadre de l'opération Salvat, et afin de permettre sa réalisation, la Communauté de Communes se doit d'emprunter 245 000 €.

La meilleure proposition émane de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes pour un taux de 4,74 %.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MAJORITE (1 ABSTENTION)

IV– ENFANCE - JEUNESSE

RAPPORTEUR : Angéline APPRIEUX

- **Signature du nouveau contrat enfance jeunesse avec la CAF**

Proposition de signer le nouveau contrat enfance jeunesse avec la caisse d'allocations familiales.

Les projets toujours d'actualité sont :

Pour le CIB : accueil de loisirs pour les moins de 6 ans à Beaurepaire – accueil de loisirs à Revel et Jarcieu – Entr'Aide (accompagnement scolaire) – création de lien social (chasse à l'œuf, ciné plein air etc ...) – animations cantonales (vacances scolaires animations dans les communes).

Pour l'OVIV : accueil de loisirs pour les 0-17 ans

Pour le pôle petite enfance : le fonctionnement du multi accueil et du RAM.

De plus, ce nouveau contrat enfance jeunesse intégrera la formation BAFA/BAFD qui n'était pas prise en compte avant, ainsi qu'un poste de coordinatrice et un nouveau projet de lieu d'accueil enfants – parents conduit à la fois par le CIB et le pôle petite enfance pour accueillir les familles et leurs enfants autour de problématiques liés au sommeil, à l'alimentation, et rassurer les parents dans leur rôle éducatif.

Pour début 2012, il sera inscrit dans ce nouveau contrat deux avenants concernant les actions jeunes envers les 12-17 ans pour les deux centres sociaux qui vont travailler ensemble sur cette thématique, accueil de loisirs itinérant sous forme de stage.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

V – ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

- **Planning des réunions Bureaux et Conseils 2012**

Il est proposé le planning des réunions de Bureaux et Conseils pour l'année 2012 :

Bureau : 18h30		Conseil : 20h00	
<i>Lundi 9 janvier</i>	<i>Revel Tourdan</i>	<i>Lundi 23 janvier</i>	<i>Revel Tourdan</i>
<i>Lundi 6 février</i>	<i>Saint Barthélémy</i>	<i>Lundi 20 février</i>	<i>Saint Barthélémy</i>
<i>Lundi 5 mars</i>	<i>Saint Julien de l'Herms</i>	<i>Lundi 19 mars</i>	<i>Saint Julien de l'Herms</i>
<i>Mardi 10 avril</i>	<i>Beaurepaire</i>	<i>Lundi 23 avril</i>	<i>Beaurepaire</i>
<i>Lundi 14 mai</i>	<i>Bellegarde Poussieu</i>	<i>Mardi 29 mai</i>	<i>Bellegarde Poussieu</i>
<i>Lundi 11 juin</i>	<i>Chalon</i>	<i>Lundi 25 juin</i>	<i>Chalon</i>
<i>Lundi 9 juillet</i>	<i>Pisieu</i>	<i>Lundi 23 juillet</i>	<i>Pisieu</i>
<i>Lundi 10 septembre</i>	<i>Cour et Buis</i>	<i>Lundi 24 septembre</i>	<i>Cour et Buis</i>
<i>Lundi 8 octobre</i>	<i>Jarcieu</i>	<i>Lundi 22 octobre</i>	<i>Jarcieu</i>
<i>Lundi 5 novembre</i>	<i>Moissieu sur Dolon</i>	<i>Lundi 19 novembre</i>	<i>Moissieu sur Dolon</i>
<i>Lundi 3 décembre</i>	<i>Monstereux Milieu</i>	<i>Lundi 17 décembre</i>	<i>Monstereux Milieu</i>

INFORMATION

- **Remboursement des frais engagés par les élus dans le cadre de l'exécution des mandats spéciaux**

Afin que les membres du Conseil communautaire puissent prétendre au paiement d'indemnités destinées à rembourser leurs frais de déplacement dans le cadre de leurs mandats spéciaux, il est proposé que lors d'une mission ponctuelle (réunion importante comme un congrès, colloque etc ...)

ou d'un voyage d'information hors du territoire de la Communauté de Communes, les élus puissent voir leur frais remboursés selon les conditions suivantes :

- tarif fonctionnaire pour les indemnités kilométriques
- présentation des notes pour les autres frais (hébergement, repas etc ...)

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

• **TRIDAN**

En 2009, cinq communautés de communes, la Communauté de Communes du Bassin d'Annonay, Vivarhône, Rhône Valloire, le Pays Roussillonnais, le Territoire de Beaurepaire, se sont engagées dans une réflexion commune, le projet de « Transrhôdanienne isère Drôme Ardèche Nord » (TRIDAN).

Bassin de 130 000 habitants, situé aux confins de trois départements, au cœur des axes structurants de la région Rhône-Alpes, entre quatre pôles urbains majeurs : Lyon, Saint-Etienne, Grenoble et Valence, TRIDAN définit un espace multipolaire aux enjeux majeurs communs.

En matière économique, il s'agit de renforcer les bases économiques du territoire fondées sur l'activité industrielle et productive, en œuvrant à l'amélioration des fonctions et services, pour les formes plus durables de développement, valorisant les ressources et savoir-faire locaux. L'aménagement de l'espace nécessite un modèle basé sur la diversification, la mixité et non la spécialisation des espaces, la volonté de conserver le caractère semi-rural tout en recherchant une structuration plus urbaine, la constitution d'une offre foncière globale, le défi de la mobilité et des déplacements de plus en plus denses.

Une étude financée par les trois SCOT présents sur les territoires de TRIDAN a été commandée au cabinet LDA. Cette étude, qui s'est déroulée entre le dernier trimestre 2010 et le premier semestre 2011, a permis, grâce à une exploration précise du territoire, un séminaire d'élus, des ateliers thématiques de réflexion et d'orientation, associant tous les partenaires volontaires du territoire, d'élaborer un plan d'actions pour TRIDAN.

Lors du comité de pilotage du 13 septembre 2011, les représentants des communautés de communes, ayant pris connaissance et validé un plan de dix actions (annexe 1), ont défini des priorités. A cette occasion, trois axes prioritaires pour TRIDAN ont été définis :

- le développement économique
- les transports, déplacements et infrastructures de circulation
- le schéma et la mise en réseau des équipements structurants du territoire

En parallèle, trois fiches actions ont été retenues, fixant des objectifs opérationnels à atteindre à moyen terme et une méthode d'action dans un domaine structurant :

- le soutien aux circuits courts
- l'étude approfondie du système de déplacement
- la mise en cohérence du foncier d'activités

Après celle de l'étude, TRIDAN entre dans une nouvelle phase, active et opérationnelle et devient ainsi un territoire de projet.

Il importe aujourd'hui d'approfondir les complémentarités, les convergences, d'établir une « charte » d'équilibre et de répartition équitable des fonctions, de reconsidérer les dynamiques propres à chaque communauté de communes en intégrant les interdépendances avec les territoires voisins.

Pour mener à bien les nouveaux objectifs opérationnels qu'il se fixe, TRIDAN est amené à définir un mode de gouvernance adéquat.

Les élus des communautés de communes, réunis le 13 septembre en comité de pilotage, ont analysé plusieurs options. L'association n'a pas semblé être la plus appropriée, dans la mesure où, malgré sa

souplesse, cette option éloigne la prise en décision des instances communautaires. Le choix d'un syndicat mixte a également été écarté car il revenait à ajouter une structure administrative supplémentaire trop intégrée.

Ainsi, l'option de « l'entente intercommunale » (art L 5221-1 et L 5221-2 du Code général des collectivités territoriales) est apparue la plus adaptée à ce jour. Ce mode de gouvernance repose sur un accord entre les conseils communautaires portant sur des objets d'utilité intercommunale, sous réserve qu'ils soient compris dans leurs attributions. Ce système assure la parité entre ses membres, les cinq communautés de communes, en l'occurrence.

De plus, il permet de définir, au sein d'une conférence intercommunale (annexe 2) des orientations communes qui, pour déboucher sur des décisions exécutoires, doivent être ratifiées par les conseils communautaires, qui ne sont ainsi dessaisis d'aucun pouvoir de décision.

Il est donc proposé :

- de prendre acte du plan d'actions, des axes et des actions prioritaires définis et validés par le comité de pilotage de TRIDAN,
- d'approuver le principe de la création d'une entente intercommunale à intervenir entre les communautés de communes du projet TRIDAN,
- d'autoriser le Président à signer tout document afférent à ce dossier.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

* *

*